

**Conseil économique et social**Distr. générale
22 janvier 2015Français
Original: anglais**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**
Comité de statistique**Quatrième session**

Bangkok, 25-27 mars 2015

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Initiatives régionales: statistiques économiques**Progrès accomplis dans la mise en œuvre du
Programme régional pour l'amélioration des
statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique****Note du Groupe directeur chargé du Programme régional sur
les statistiques économiques*****Résumé*

À sa troisième session, le Comité de statistique a approuvé le plan d'application du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique, qui a recommandé une mise en œuvre progressive échelonnée sur trois années-repères: 2014, 2017 et 2020. Le plan d'application s'appuie sur le Programme régional qui, comme l'Ensemble de statistiques économiques de base, a été adopté par le Comité à sa deuxième session. L'Ensemble de base a été ultérieurement approuvé par la Commission à sa soixante-septième session.

Dans le cadre du plan d'application, le Groupe directeur chargé du Programme régional sur les statistiques économiques doit présenter un rapport d'activité annuel ainsi qu'un rapport sur les résultats obtenus à la fin de chaque phase. Le premier rapport d'activité annuel a été communiqué au Bureau du Comité de statistique verbalement en septembre 2013. Le présent rapport, établi par le Groupe directeur en collaboration avec le secrétariat, constitue le premier rapport d'étape écrit sur l'application du Programme régional. Il est soumis au Comité de statistique pour examen.

* E/ESCAP/CST(4)/L.1.

** La soumission tardive du présent document est due à la nécessité d'y faire figurer les questions soulevées lors des débats les plus récents consacrés aux programmes de développement pour l'après-2015, en particulier les recommandations du Groupe d'experts sur les statistiques et données pour le programme de développement pour l'après-2015, et celles du Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable, institué par le Secrétaire général.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	2
II. Cadre du rapport d'étape et sources d'information utilisées	3
III. Suivi des activités et des résultats vers la réalisation des objectifs: activités menées dans le cadre du plan de travail pour la première phase (2013-2014).....	6
IV. Prochaines mesures et recommandations	16
V. Questions à examiner.....	17
Tableaux	
1. Jalons de l'Ensemble de statistiques économiques de base en vue de la mise en œuvre du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique	4
2. Résultats de l'évaluation des capacités d'application par rapport aux jalons de l'Ensemble de base: analyse comparative	15

I. Introduction

1. À sa deuxième session, qui s'est tenue à Bangkok du 15 au 17 décembre 2010, le Comité de statistique a approuvé le Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique en tant que stratégie officielle pour l'amélioration des statistiques économiques dans la région Asie-Pacifique¹. Il a également approuvé l'Ensemble de statistiques économiques de base proposé par le Groupe technique consultatif sur le développement des statistiques économiques comme outil de référence pour le renforcement des capacités des systèmes statistiques nationaux afin d'établir et de diffuser des statistiques économiques conformes aux normes internationales². En application des décisions prises à la deuxième session, le Groupe consultatif technique a été remplacé en 2011 par le Groupe directeur chargé du programme régional sur les statistiques économiques qui, de son côté, a mis au point le plan d'application du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique³. Ce plan a été approuvé par le Comité à sa troisième session, qui s'est tenue à Bangkok du 12 au 14 décembre 2012. Également à sa troisième session, le Comité a décidé d'« inviter les représentants d'autres producteurs nationaux de statistiques économiques, tels que les banques centrales et les ministères des finances, à devenir membres du Groupe directeur chargé du Programme régional sur les statistiques économiques », en soulignant cependant « qu'il importait que le Groupe directeur soit doté d'un nombre de membres qui lui permette d'opérer de façon efficace et efficiente ».

2. Un appel à candidatures a été envoyé aux États membres par le Président du Comité de statistique afin de reconstituer le Groupe directeur en mai 2013 sur la base du mandat révisé. Vingt-six candidatures ont été reçues

¹ Voir E/ESCAP/67/12, décision 2/6.

² Voir E/ESCAP/67/12, recommandation 2/2.

³ Voir E/ESCAP/69/13.

et acceptées afin que les États membres manifestent leur intérêt et leur engagement à l'égard du Programme régional et qu'ils se l'approprient. De plus, un membre du Groupe directeur chargé des statistiques agricoles a rejoint le Groupe pour une meilleure coordination entre les deux programmes. Par la suite, un comité de coordination composé de huit membres du Groupe directeur et de représentants de trois organisations internationales a été établi par le Bureau du Comité de statistique pour refléter la diversité de l'ensemble de la région sur une base géographique et en fonction des différents niveaux de développement des membres.

3. La troisième session du Groupe directeur (à savoir la première du Groupe dans sa nouvelle composition) s'est tenue à Bangkok du 29 au 31 octobre 2013. Lors de la réunion, il a été décidé que le Groupe directeur faciliterait la nomination de membres supplémentaires issus de banques centrales et de ministères des finances⁴. Deux autres membres, représentant des banques centrales, ont par conséquent été acceptés comme membres du Groupe. En février 2015, aucun ministère des finances n'était encore représenté par un membre du Groupe. Le mandat du Groupe directeur ainsi que sa composition actuelle sont consultables sur le site Web du secrétariat⁵.

4. Le présent rapport d'étape sur la mise en œuvre du Programme régional a été établi par le Groupe directeur avec l'appui du secrétariat, conformément au plan d'application. On trouvera à la section II le cadre dans lequel s'inscrit ce premier rapport d'étape et les sources de données ayant permis d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme régional. La section III présente un résumé de l'évaluation des progrès sur la base des quatre résultats attendus du Programme régional: sensibilisation; coordination; infrastructure statistique; et compétences. La section IV présente les activités futures confiées au Groupe directeur ainsi que les recommandations visant à accélérer la mise en œuvre du Programme régional au niveau national. Enfin, la dernière section traite de questions particulières à soumettre au Comité pour examen à sa quatrième session.

II. Cadre du rapport d'étape et sources d'information utilisées

5. Selon le plan d'application, le Groupe directeur est tenu de soumettre: a) un rapport d'étape annuel sur les activités liées au Programme régional; et b) un rapport sur les résultats obtenus au terme de chaque phase et sur les progrès réalisés vers la réalisation de l'objectif visé.

6. Le rapport d'activité figurant dans le présent document se fonde sur le plan de travail établi pour la première phase du Programme régional. Les activités qui y sont examinées sont celles qui avaient été coordonnées par le secrétariat ou par les partenaires de développement dans le cadre du Programme régional sur les statistiques économiques ou en lien direct avec celui-ci, et qui avaient été définies ou mises en œuvre selon les orientations générales du Groupe directeur.

⁴ Le rapport de la troisième session du Groupe directeur chargé du Programme régional sur les statistiques économiques est consultable à l'adresse: www.unescap.org/resources/report-meeting.

⁵ Le mandat du Groupe directeur chargé du Programme régional sur les statistiques économiques est disponible à l'adresse: www.unescap.org/resources/terms-reference-steering-group-regional-programme-economic-statistics. La liste des membres du Groupe directeur est consultable à l'adresse: www.unescap.org/resources/members-steering-group-regional-programme-economic-statistics.

7. Les orientations du plan d'application indiquent que le Programme régional est exécuté en fin de compte à l'échelon national et que, de ce fait, les progrès réalisés « seront constatés dans le contexte national ». En d'autres termes, des rapports d'étape nationaux sur les résultats sont nécessaires (une fois mis en place les plans nationaux intégrant le Programme régional) si l'on veut produire des rapports d'activité axés sur les résultats. Concernant la réalisation des résultats attendus du Programme régional – à savoir que d'ici à 2020, les systèmes statistiques nationaux des États membres soient à même d'établir et de diffuser conformément aux normes statistiques et aux bonnes pratiques internationalement convenues l'Ensemble de statistiques économiques de base –, le plan d'application a posé des jalons pour chaque phase de la réalisation de cet Ensemble de base. Ces jalons indiquent la périodicité recommandée à partir des normes internationales fixées pour l'ensemble de statistiques économiques de base. Les progrès accomplis vers la réalisation des résultats du Programme régional sont mesurés par « le pourcentage total des États membres de la CESAP ayant atteint chaque jalon ». Le tableau 1 présente les jalons correspondant aux trois phases, tel que figurant dans le plan d'application.

Tableau 1

Jalons de l'Ensemble de statistiques économiques de base en vue de la mise en œuvre du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique^a

	Jalon 1	Jalon 2	Jalon 3
Prix et coûts			
Indice des prix à la consommation ^b	T	T	T
Indice des prix à la production ^b	T	T	T
Indice des prix des produits de base		T	M
Indices des prix du commerce extérieur de marchandises	A	T	M
Salaires/gains	A	T	T
Indice du coût de la main-d'œuvre /indice des salaires		T	T
Parités de pouvoir d'achat		ad hoc	ad hoc
Demande et production			
Produit intérieur brut (production) en valeur nominale et en valeur réelle	A	T	T
Produit intérieur brut (dépenses) en valeur nominale et en valeur réelle (y compris les indices implicites des prix pour la dépense intérieure brute et ses éléments)	A	T	T
Commerce extérieur – marchandises	A	T	M
Commerce extérieur – services		A	T
Indicateur à court terme – production industrielle		T	T
Indicateur à court terme – demande de consommation		T	T
Indicateur à court terme – investissement fixe		T	T
Indicateur à court terme – stocks		T	T
Statistiques de la structure de l'économie		tous les 5 ans	tous les 5 ans
Productivité			A
Revenus et patrimoine			
Comptes nationaux intégrés pour l'ensemble de l'économie			A
Comptes du secteur institutionnel ^c			A
Balance des paiements	A	T	T
Position extérieure globale (PEG)	A	A	A

	Jalon 1	Jalon 2	Jalon 3
Dettes extérieures	A	A	T
Répartition du revenu		tous les 5 ans	tous les 5 ans
Monnaie et banque			
Avoirs et engagements des établissements de dépôt	M	M	M
Principaux agrégats monétaires et de crédit		M	M
Statistiques des taux d'intérêt		M	M
Administration			
Opérations de l'administration centrale		A	T
Dettes de l'administration centrale	A	A	T
Marché du travail			
Offre et demande de main-d'œuvre	A	A	A/T
Heures travaillées		A	T
Ressources naturelles et environnement			
Ressources naturelles		A	A

Abréviations: A: annuel; M: mensuel; T: trimestriel.

- ^a Le tableau 1 et les notes qu'il contient sont adaptés du tableau 3 qui figure dans le document E/ESCAP/CST(3)/CRP.1.
- ^b Le Système général de diffusion des données recommande de compiler les indices des prix à la consommation et des prix à la production selon une périodicité mensuelle. Les États membres sont encouragés à se conformer à cette recommandation dans la mesure du possible.
- ^c Il est recommandé que les comptes du secteur institutionnel soient établis progressivement, en commençant par exemple par le secteur de l'administration centrale, suivi par la production et l'établissement d'états des comptes des sociétés, etc. Ainsi, en pratique et dans la mesure du possible, le suivi de cette rubrique dépendra de la disponibilité ou non de comptes ou modules individuels.

8. Dans le plan d'application, aucun indicateur n'est proposé pour permettre de suivre les progrès accomplis vers la réalisation des quatre produits du programme. Une des tâches prévues pour la phase 1 a été, par conséquent, l'élaboration d'un cadre de suivi pour le Programme régional. Toutefois, de multiples complications liées à un tel cadre de suivi se présentent à ce stade. D'une part, une approche par domaine du suivi des éléments intersectoriels – en matière, par exemple, de sensibilisation, de coordination et pour partie d'infrastructure statistique (cadres d'assurance qualité ou dépôts de métadonnées) – s'est révélée insuffisante dans de nombreuses discussions avec différents groupes associés au Comité de statistique, dans la mesure où elle se solde par une répétition inutile des activités entreprises par les États membres, les groupes du Comité de statistique et le secrétariat. Une mise en œuvre et un suivi mieux coordonnés des programmes régionaux font l'objet d'un examen approfondi dans le document du Comité intitulé « Renforcer l'obtention de données et statistiques pour le suivi et la responsabilisation aux fins du programme de développement pour l'après-2015: défis et opportunités en Asie et dans le Pacifique » (E/ESCAP/CST(4)/1). D'autre part, l'élaboration d'un cadre de suivi qui ne disposerait pas d'informations suffisantes sur la mise en œuvre du Programme régional au niveau national serait particulièrement risquée. Les efforts actuels menés par le secrétariat en matière de levée de fonds sont destinés à renforcer le plan d'application au niveau national et, partant, cette base d'informations.

9. Faute d'un véritable cadre de suivi du Programme régional, il a été procédé à la collecte des informations disponibles sur les quatre produits attendus du Programme. Certaines informations supplémentaires ont été recherchées auprès des membres du Groupe directeur et des partenaires de

développement. Les sources de données du présent rapport d'étape sont les suivantes:

- a) Résultats d'une évaluation des capacités d'application réalisée en 2013, à laquelle 50 pays de la région ont répondu⁶;
- b) Éléments de l'Ensemble de base diffusés en Asie et dans le Pacifique (étude théorique menée par le secrétariat);
- c) Contenu de la stratégie nationale pour l'élaboration des statistiques ou de stratégies analogues dans la région en rapport avec l'Ensemble de base de statistiques économiques (étude théorique menée par le secrétariat);
- d) Enquête auprès des membres du Groupe directeur;
- e) Enquête auprès des partenaires⁷;
- f) Résultats des réunions et des ateliers coordonnés par la CESAP.

III. Suivi des activités et des résultats vers la réalisation des objectifs: activités menées dans le cadre du plan de travail pour la première phase (2013-2014)⁸

A. Activités de mise en œuvre du programme

1. Sensibilisation

Activités à l'échelle nationale

10. Les coordonnateurs nationaux ont été invités à diffuser les résultats de l'évaluation des capacités d'application, en particulier les fiches nationales de synthèse. D'après les résultats de l'enquête menée auprès des membres du Groupe directeur, 11 répondants sur 12 avaient diffusé les résultats de l'évaluation des capacités d'application à leurs institutions, sept à leur banque centrale et cinq à leur ministère des finances.

⁶ Le rapport sur l'évaluation des capacités d'application à l'échelle de la région dans le domaine des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique et les rapports pour la sous-région du Pacifique et la région de l'ASEAN sont consultables à l'adresse: www.unescap.org/resources/capacity-screening. Les résultats de l'évaluation des capacités d'application ont permis d'établir des fiches nationales de synthèse qui sont consultables à l'adresse: www.unescap.org/resources/regional-programme-economic-statistics-national-summaries-capacity-screening-findings-2013.

⁷ Il n'est pas facile de disposer de sources d'information complètes sur les activités menées par les partenaires de développement dans le domaine des statistiques économiques. Le rapport sur le soutien des partenaires à la statistique (PRESS) du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21) peut être utilisé à titre de source d'information complémentaire pour obtenir une estimation des ressources financières investies dans la région, mais l'édition 2013 du rapport ne traitait que peu l'Asie et le Pacifique. À la troisième réunion de sa troisième session, le Groupe directeur a fait le point sur les activités d'assistance technique menées par les partenaires de développement au moyen d'exposés présentés par diverses organisations et d'une vue d'ensemble fournie par le secrétariat.

⁸ La présente section se fonde sur le cadre figurant à l'annexe II du Plan d'application du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique, qui porte sur le plan de travail pour 2013-2014. On trouvera de plus amples informations sur le plan de travail, qui a été élaboré par le Groupe directeur à sa troisième session, à l'adresse: www.unescap.org/resources/background-document-agenda-item-3-work-plan-implementation-regional-programme-improvement.

Activités à l'échelle régionale

11. Le secrétariat a élaboré en langues anglaise et russe une brochure ayant pour thème le Programme régional sur les statistiques économiques. Le plan d'application a aussi été traduit en russe. Une présentation PowerPoint du Programme régional, faite à la troisième session du Groupe directeur chargé du Programme régional sur les statistiques économiques⁹, peut être également utilisée par les coordonnateurs nationaux à des fins de sensibilisation.

12. Le secrétariat ainsi que le Fonds monétaire international (FMI), « École des hautes études en sciences économiques » de l'Université nationale de recherche (EHESE), le Service statistique de la Fédération de Russie et la Division de statistique ont organisé la Réunion de haut niveau sur l'application coordonnée des normes internationales en matière de statistiques macroéconomiques à Vladivostok (Fédération de Russie), les 3 et 4 septembre 2014. Y ont participé plus d'une cinquantaine de fonctionnaires de haut niveau représentant les bureaux nationaux de statistique, les banques centrales et les ministères des finances de 11 pays, ainsi que quatre organisations internationales. La réunion s'est conclue par l'adoption de la Déclaration de Vladivostok. Dans cette déclaration, les participants à la réunion ont demandé un renforcement de l'appui politique et financier aux niveaux national et international en faveur de la mise en place de cadres statistiques macroéconomiques et de l'amélioration des statistiques économiques de base au moyen d'une approche intégrée des statistiques. Cette déclaration constitue une référence sur laquelle il est possible de s'appuyer solidement en vue de l'adoption d'approches intégrées de l'élaboration de statistiques économiques dans les pays participants et, plus généralement, dans l'ensemble de la région, l'accent y étant mis sur l'importance de la coordination au sein des systèmes statistiques nationaux et entre les partenaires de développement.

2. Coordination

Activités à l'échelle nationale

13. Cinquante États membres ont répondu au questionnaire de l'évaluation des capacités d'application (des réponses ont continué d'être reçues jusqu'à la fin 2013 et les fiches nationales de synthèse ont été examinées et mises à jour par les coordonnateurs tout au long de l'année 2014). Il a été demandé aux coordonnateurs de vérifier les résultats obtenus et de les partager à l'échelle de l'ensemble de leurs systèmes statistiques nationaux.

14. Le secrétariat ainsi que la Commission économique pour l'Europe et l'Association européenne de libre-échange ont mené une Évaluation globale adaptée du système national de statistique de la Mongolie. Deux missions d'évaluation ont été effectuées, en octobre 2013 et en janvier 2014. Un rapport sur l'évaluation a été publié et présenté lors d'un séminaire international, qui s'est tenu à Oulan-Bator en octobre 2014. L'évaluation portait sur les questions juridiques, organisationnelles et institutionnelles communes à l'ensemble des activités statistiques et évaluations par domaine,

⁹ Cet exposé et d'autres documents de la troisième session du Groupe directeur pour le Programme régional sur les statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique sont consultables aux adresses suivantes: www.unescap.org/resources/report-meeting et www.unescap.org/events/third-meeting-steering-group-regional-programme-economic-statistics.

à savoir la production, le traitement et la diffusion des statistiques macroéconomiques et commerciales¹⁰. Cette initiative est remarquable dans la mesure où la Mongolie est le premier pays de la région Asie-Pacifique en dehors de la sous-région de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale à avoir réalisé ce type d'évaluation nationale à l'échelon du système statistique. Elle démontre par conséquent l'utilité et l'applicabilité de cet outil pour l'ensemble de la région et le rôle important qu'il peut jouer dans les activités menées en vue de réaliser les objectifs du Programme régional sur les statistiques économiques.

Activités au niveau régional

15. L'évaluation des capacités d'application a été effectuée par le secrétariat au moyen d'un questionnaire établi par le Groupe directeur. Les réponses obtenues auprès de cinquante États membres ont été résumées dans un rapport régional, divers rapports sous-régionaux et des fiches nationales de synthèse. Ces résumés ont été diffusés par voie électronique et présentés lors de manifestations internationales et régionales.

16. Le mandat des coordonnateurs nationaux a été défini et le Groupe directeur, après sa quatrième session qui se tiendra en mars 2015, lancera un appel à candidatures avant d'établir la liste des membres retenus.

17. Le secrétariat, sur recommandation du Groupe directeur, élabore un projet annoté de lignes directrices pour l'établissement de plans nationaux de développement des statistiques économiques et l'intégration de l'Ensemble de statistiques économiques de base aux plans nationaux existants. Les membres du Groupe directeur seront invités à examiner ce projet et à constituer un petit groupe de travail afin d'améliorer ces lignes directrices à la quatrième session du Groupe directeur.

18. S'agissant de la coordination entre les partenaires, deux activités financées par la Fédération de Russie – un atelier de formation sur la compilation du PIB tenu à Astana (avec la participation de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique) en juin et juillet 2014 et la Réunion de haut niveau sur l'application coordonnée des normes internationales en matière de statistiques macroéconomiques, tenue à Vladivostok (Fédération de Russie) les 3 et 4 septembre 2014 – ont été mises à profit pour élargir la collaboration avec le FMI et d'autres partenaires. Outre l'assistance technique fournie, la contribution du FMI à ces deux manifestations a été très bénéfique, étant donné qu'elle a permis d'accroître la collaboration entre les partenaires aux fins de la mise en œuvre du Programme régional¹¹. Les membres du Groupe directeur ont participé à la définition du concept des activités mentionnées ci-dessus. Par ailleurs, un membre de ce Groupe a également joué le rôle de spécialiste-conseil lors de la réunion de haut niveau.

19. Le Groupe directeur et le secrétariat sont résolus à travailler en coordination avec les organisations sous-régionales et à compléter les efforts consentis pour améliorer les statistiques économiques. À cet égard, le fait que le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique soit membre du

¹⁰ Un exemplaire de cette évaluation est consultable à l'adresse: www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/documents/technical_coop/GA_Mongolia_EN.pdf.

¹¹ Le FMI n'est pas officiellement membre du Groupe directeur, mais il a participé à sa troisième session, organisée en 2013, et s'est tenu disponible pour des consultations sur des questions de fond.

Groupe directeur et que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ait participé à la troisième session du Groupe directeur y a contribué. Il est également à noter que l'ASEAN a fait référence à l'Ensemble de statistiques économiques de base lorsqu'il s'est agi d'élaborer une partie des indicateurs statistiques de l'Association.

20. Le Bureau australien de statistique, le secrétariat et la Division de statistique ont coorganisé à Apia du 20 au 23 août 2013 un atelier afin de faire mieux connaître et d'évaluer l'état, les besoins et les priorités actuels des pays du Pacifique dans les domaines des statistiques économiques et environnementales. Le secrétariat, qui fait partie du Comité directeur pour la statistique dans la région du Pacifique, a élaboré un certain nombre de contributions en vue de la deuxième phase de la Stratégie décennale pour la statistique dans la région du Pacifique, dont un document établi conjointement avec le FMI sur l'amélioration de la coordination en matière de statistiques économiques dans la sous-région du Pacifique¹².

3. Infrastructure statistique

Activités au niveau national

21. L'Évaluation globale adaptée du système national de statistique de la Mongolie s'est également révélée utile pour apprécier l'élaboration de l'infrastructure statistique, étant donné qu'elle concerne des questions comme la situation des registres des activités industrielles et commerciales, l'assurance qualité et les cadres des métadonnées.

Activités au niveau régional

22. Compte tenu des résultats de l'évaluation des capacités d'application et des discussions tenues à la troisième réunion du Groupe directeur, l'amélioration des registres des activités industrielles et commerciales est l'un des domaines prioritaires pour l'établissement de l'infrastructure statistique. À cet égard, le secrétariat collabore avec la Banque asiatique de développement (BAsD) en vue d'améliorer les registres des activités industrielles et commerciales dans le cadre du projet de la Banque intitulé « Les registres statistiques des activités industrielles et commerciales au service de l'amélioration des données sur les petites, moyennes et grandes entreprises », mené dans le cadre du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique. L'atelier de démarrage s'est tenu à Colombo, du 30 juin au 2 juillet 2014, avec la participation des pays suivants: Bhoutan, Cambodge, Malaisie, République démocratique populaire lao et Sri Lanka, et celle du Département des affaires économiques et sociales. Dans la mesure où le projet de la Banque est axé sur la mise en œuvre des répertoires des activités industrielles et commerciales à l'échelon national, des consultations ont été organisées dans chaque pays participant. De plus, l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique ainsi que le Bureau australien de statistique et le secrétariat ont élaboré un cours sur les statistiques des entreprises, qui devait être dispensé la première fois en janvier 2015. Le secrétariat participe également à l'Équipe spéciale de la Commission économique pour l'Europe sur les directives internationales relatives aux registres statistiques des activités industrielles et commerciales.

¹² Cette réunion précède la constitution du Groupe directeur actuel. Les documents relatifs à cette réunion sont consultables à l'adresse:
<http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/workshops/2013/Samoa/Apia1.asp>.

23. Le secrétariat a collaboré avec la BASD sur un projet visant à promouvoir l'utilisation de l'échange de données et de métadonnées statistiques (SDMX) en vue de favoriser l'échange de statistiques économiques, l'accent étant mis sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements. Dans le cadre du projet, deux ateliers se sont tenus, en Malaisie et en Thaïlande, en mars et en avril 2014 respectivement. Sur la base de l'expérience acquise grâce au projet, un kit de démarrage SDMX est en cours d'élaboration qui vise à faciliter l'adoption de cette norme par les bureaux nationaux de statistique.

4. Compétences

Activités au niveau national

24. Le secrétariat a organisé une mission d'experts en Mongolie en vue de l'amélioration de l'indice de production industrielle en novembre 2013. À l'issue de cette mission, un rapport assorti de recommandations détaillées a été établi qui porte sur la manière de mieux composer l'indice, en tenant compte notamment de la déflation et de procédures de correction des variations saisonnières.

25. L'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique a organisé un cours national sur la compilation des tableaux d'entrées et de sorties pour les Philippines, à Manille du 6 au 10 mai 2013.

Activités au niveau régional

26. Au cours de la période 2012-2013, plus de 800 statisticiens et fonctionnaires gouvernementaux ont développé leurs compétences dans le domaine des statistiques officielles, y compris en matière de normes, méthodes et cadres internationalement convenus pour les activités statistiques qui couvrent un large éventail de questions, telles que les statistiques démographiques, les statistiques agricoles, le Système de comptabilité nationale et les Objectifs du Millénaire pour le développement, grâce à 45 cours et ateliers de formation organisés par l'Institut. En 2014, 729 fonctionnaires et statisticiens gouvernementaux de plus ont développé leurs compétences quant aux normes, méthodes et cadres internationalement convenus pour les statistiques officielles grâce à des formations organisées par l'Institut. Il est à noter que la demande de cours en ligne sur le Système de comptabilité nationale s'est accrue. Quatre cours ont été organisés durant la période 2013-2014, soit un nombre de participants trois fois supérieur par rapport aux années précédentes. Il a été possible de répondre à cette demande accrue grâce, en partie, à la coopération avec le Bureau australien de statistique, qui a mis à disposition trois experts en tant qu'instructeurs pour ces cours¹³. Dans ce contexte, les cours de formation qui concernaient directement le Programme régional au cours de la période 2013-2014 ont été les suivants:

¹³ Pour de plus amples détails sur les activités de formation de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, veuillez vous reporter à E/ESCAP/CST(4)/13.

- a) Programme régional de formation sur le Système de comptabilité nationale (Noida (Inde), du 22 au 26 avril 2013);
- b) Premier cours de formation en ligne de niveau intermédiaire sur le Système de comptabilité nationale (du 3 juin au 9 août 2013);
- c) Premiers cours sous-régional sur le Système de comptabilité économique et environnementale, organisé par l'Institut et le secrétariat et accueilli par la Malaisie, en septembre;
- d) Sixième atelier régional sur les changements apportés au Système de comptabilité nationale 2008 (Daejeon (République de Corée), du 14 au 18 octobre 2013);
- e) Cours de formation intitulé « L'amélioration des capacités statistiques dans le cadre de la compilation des comptes nationaux à des fins de comparaison internationale: les principes de base du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 en République populaire démocratique de Corée » (Manille, du 7 octobre au 6 novembre 2013);
- f) Deuxième cours de formation en ligne de niveau intermédiaire sur le Système de comptabilité nationale (du 14 octobre au 20 décembre 2013);
- g) Quatrième cours de formation de base en ligne: introduction au Système de comptabilité nationale (du 21 octobre au 20 décembre 2013);
- h) Cinquième cours de formation de base en ligne: introduction au Système de comptabilité nationale 2008 (du 12 mai au 11 juillet 2014);
- i) Troisième cours de formation en ligne de niveau intermédiaire sur le Système de comptabilité nationale 2008 (du 12 mai au 11 juillet 2014);
- j) Formation technique sous-régionale sur les statistiques sur le travail et les statistiques sur les travailleurs migrants pour les pays insulaires du Pacifique, organisée par l'Organisation internationale du Travail, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, l'Université du Pacifique Sud et l'Institut (Nadi (Fidji), du 28 juillet au 1^{er} août 2014);
- k) Sixième cours de formation en ligne: introduction au Système de comptabilité nationale 2008 (du 8 septembre au 7 novembre 2014);
- l) Quatrième cours de formation en ligne de niveau intermédiaire sur le Système de comptabilité nationale 2008 (du 8 septembre au 7 novembre 2014);
- m) Modules sur les statistiques économiques de base pour le deuxième cours de formation de groupe sur l'amélioration des moyens de production des statistiques officielles relatives aux indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement et au Système de comptabilité nationale, organisés conjointement par l'Institut et l'Agence japonaise de coopération internationale (Chiba (Japon), du 18 août au 19 décembre 2014);
- n) La première phase du cours régional intitulé « Les registres statistiques des activités industrielles et commerciales: procéder à une analyse de la rentabilité pour un registre statistique des activités industrielles et commerciales opérationnel » a été conçue et assurée par l'Institut et la Division de statistique, grâce aux contributions du Bureau australien de statistique (Perak (Malaisie), du 26 au 30 janvier 2015).

B. Activités de gestion de programmes

1. Gouvernance

Activités au niveau national

27. Les membres du Groupe directeur des bureaux nationaux de statistique agissent en qualité de coordonnateurs nationaux dans leur pays respectif. Pour les États membres qui ne sont pas représentés au sein du Groupe directeur, les coordonnateurs indiqués pour l'évaluation des capacités d'application sont considérés comme les coordonnateurs pour l'ensemble du programme.

Activités au niveau régional

28. Le Groupe directeur a été reconstitué en juillet 2013, avec des représentants des banques centrales dont la fonction de membres a été confirmée en juillet 2014.

29. À la troisième réunion du Groupe directeur, qui s'est tenue du 29 au 31 octobre 2013, il a été décidé qu'on statuerait si nécessaire sur la fréquence de réunions en personne.

30. Il a été prévu que la quatrième réunion du Groupe directeur se tienne en mars 2015.

2. Mobilisation des ressources

31. Le secrétariat dispose de deux types de financement, à savoir le budget ordinaire et les fonds extrabudgétaires. L'élaboration de propositions pour ces sources de financement sous l'égide du Groupe directeur a permis de jeter les bases d'une stratégie en vue de la mobilisation de ressources. Comme dans le cas du cadre de suivi, la stratégie de mobilisation des ressources devra également être envisagée d'une manière qui tienne compte de différents domaines statistiques et qui englobe plusieurs programmes régionaux. L'état actuel du financement du Programme régional sur les statistiques économiques est le suivant:

a) Deux projets de compte pour le développement axés sur les comptes nationaux et le Système de comptabilité économique et environnementale. Un autre projet concerne spécifiquement la région Pacifique et l'autre est mis en œuvre avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes;

b) Après l'achèvement de la première phase du projet: renforcement de la capacité des systèmes statistiques nationaux dans les pays prioritaires à établir et diffuser les statistiques économiques, y compris les comptes nationaux conformément au Système de comptabilité nationale 2008, la Fédération de Russie a approuvé le financement de la deuxième phase. Cette phase est conçue pour poursuivre les activités régionales menées lors de la première phase par des activités nationales axées sur l'amélioration de la qualité des statistiques économiques;

c) Le secrétariat a soumis une proposition de financement au niveau du programme au Département pour le développement économique du Royaume-Uni (DFID). Cette proposition est en cours d'évaluation et, en cas

d'approbation, constituerait le financement du Programme régional le plus important à ce jour.

3. Suivi et établissement de rapports

Activités au niveau national

32. Les résultats de l'évaluation des capacités d'application ont fourni aux pays participants des informations de base sur les quatre produits du programme, ainsi que des informations concernant le cadre institutionnel, les technologies de l'information et les ressources humaines.

33. Des informations supplémentaires nécessaires au présent rapport d'étape ont été recueillies au moyen d'une étude théorique, étant donné que l'évaluation des capacités d'application a été achevée à la fin de 2013 et assortie de révisions auxquelles il a été procédé tout au long de l'année 2014.

Activités au niveau régional

34. Un cadre de suivi doit encore être réalisé en raison de discussions menées actuellement sur des questions intersectorielles. Une réunion d'experts autour des incidences du programme de développement pour l'après-2015 sur le développement des statistiques en Asie et dans le Pacifique, qui s'est tenu à Bangkok les 9 et 10 décembre 2014, a porté sur les éléments communs aux différents programmes de renforcement des capacités par domaine, tels que l'infrastructure institutionnelle, juridique et statistique ainsi que les améliorations des modalités de fonctionnement nécessaires afin que les systèmes statistiques nationaux disposent durablement et efficacement de meilleures capacités.

35. Les résultats de l'évaluation des capacités d'application sont directement issus des systèmes statistiques nationaux et rendent compte de la situation actuelle de la mise en œuvre de l'Ensemble de base, ce qui en fait la source d'information la plus récente et la plus fiable. Le tableau 2 présente les résultats obtenus par rapport aux jalons fixés qui offrent ainsi une analyse comparative. Il est à noter que l'évaluation concerne les 50 membres et membres associés de la CESAP qui ont répondu au questionnaire de l'évaluation des capacités d'application afin de garantir la comparabilité des données.

36. Selon ces résultats, les ressources naturelles représentent l'élément de l'Ensemble de base le plus rare. L'indice des prix à la consommation (IPC), d'autre part, est fourni par la vaste majorité des États membres à la fréquence recommandée. Faisant suite à l'IPC, la balance des paiements et la position extérieure globale peuvent être fournies par les deux tiers des États membres à la fréquence recommandée¹⁴. À ce stade, il convient de noter que si la fréquence est nécessaire pour évaluer la qualité des données, cette dimension doit être cependant complétée par d'autres. Partant, la principale limite des jalons tient au fait qu'on ne connaît pas exactement le pourcentage des pays capables de produire ces statistiques en pleine conformité avec les normes

¹⁴ À la lumière des résultats de l'évaluation des capacités d'application, le Groupe directeur est convenu à sa troisième réunion que le renforcement des capacités devrait porter sur les aspects suivants: les statistiques du travail et de l'emploi, les statistiques sur les revenus et les dépenses des ménages ainsi que les statistiques sur les ressources naturelles. Pour de plus amples détails, veuillez examiner le rapport de la troisième réunion du Groupe directeur chargé du Programme régional sur les statistiques économiques, qui est disponible à l'adresse: www.unescap.org/resources/report-meeting.

internationales, ainsi qu'indiqué dans le programme. Il faut donc incorporer d'autres critères d'évaluation de la qualité dans le cadre de suivi du Programme régional. Un équilibre doit être trouvé, toutefois, entre le souci du détail et l'exigence de comparabilité.

37. Dans une étude théorique menée par le secrétariat en août 2014 s'appuyant sur la vérification des plateformes de diffusion de données des bureaux nationaux de statistique et des banques centrales des États membres, il a été constaté que, dans certains cas, les résultats de l'évaluation des capacités d'application et les statistiques diffusées par voie électronique ne correspondaient pas. Par exemple, dans le cas des statistiques sur le commerce extérieur – services, seuls 25 sites Web de pays disposaient de données, contre un total de 26 pays qui ont déclaré satisfaire aux recommandations ou les dépasser. Dans le cas de l'indicateur à court terme – demande de consommation, on ne disposait de données que pour sept pays. L'étude théorique met en évidence la possibilité d'un décalage entre la production et la diffusion des données, ainsi que la pertinence des outils de diffusion. Afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du produit du Programme régional qui renvoie à la production et à la diffusion de l'Ensemble de base, il est nécessaire d'examiner attentivement les écarts entre ce que le système statistique national produit et ce qui est aisément accessible à ses utilisateurs.

Tableau 2
**Résultats de l'évaluation des capacités d'application par rapport aux jalons de
 l'Ensemble de base: analyse comparative**

	Jalon 1 ^a (fréquence recommandée)	Membres et membres associés qui ont satisfait aux recommandations ou les ont dépassées (sur 50 répondants à l'évaluation des capacités d'application)	
		Nombre réel	Pourcentage
Prix et coûts			
Indice des prix à la consommation	T	49	98
Indice des prix à la production	T	27	54
Indice des prix des produits de base	T	13	26
Indices des prix du commerce extérieur de marchandises	A	11	22
Salaires/gains	A	23	46
Indice du coût de la main-d'œuvre / indice des salaires	T	11	22
Parités de pouvoir d'achat	ad hoc		
Demande et production			
Produit intérieur brut (production) en valeur nominale et en valeur réelle	A	23	46
Produit intérieur brut (dépenses) en valeur nominale et en valeur réelle (y compris les indices implicites des prix pour la dépense intérieure brute et ses éléments)	A	21	42
Commerce extérieur – marchandises	A	32	64
Commerce extérieur – services	A	27	54
Indicateur à court terme – production industrielle	T	30	60
Indicateur à court terme – production de services ^b	T	21	42
Indicateur à court terme – demande de consommation	T	17	34
Indicateur à court terme – investissement fixe	T	17	34
Indicateur à court terme – stocks	T	14	28
Statistiques de la structure de l'économie	tous les 5 ans	22	44
Productivité	A	17	34
Revenus et patrimoine			
Comptes nationaux intégrés pour l'ensemble de l'économie	A	30	60
Comptes du secteur institutionnel	A	19	38
Balance des paiements	A	33	66
Position extérieure globale (PEG)	A	33	66
Dette extérieure	A	28	56
Répartition du revenu	A	22	44
Monnaie et banque			
Avoirs et engagements des établissements de dépôt	M	24	48
Principaux agrégats monétaires et de crédit	M	24	48
Statistiques des taux d'intérêt	M	31	62
Administration			
Opérations de l'administration centrale	A	21	42
Dette de l'administration centrale	A	21	42
Marché du travail			
Offre et demande de main-d'œuvre	A	24	48
Heures travaillées	A	26	52
Ressources naturelles et environnement			
Ressources naturelles	A	8	16

Abbreviations: A: annuel; M: mensuel; T: trimestriel.

^a Les fréquences figurant en gras ne correspondent pas à celles fournies pour le jalon 1 du plan d'application, preuve que les statistiques correspondantes ne font pas partie des résultats attendus de la phase 1. Les fréquences recommandées sont issues de la

phase suivante durant laquelle une recommandation est formulée, lesquelles correspondent soit au jalon 2 soit au jalon 3.

- ^b Cette statistique particulière n'était pas indiquée dans le tableau 1, qui est directement issu du plan d'application.

IV. Prochaines mesures et recommandations

38. Comme indiqué dans le plan d'application, la mise en œuvre du Programme régional sera en fin de compte effectuée au niveau national. Cela nécessite l'intégration de l'Ensemble de base et des produits du Programme aux plans nationaux concernant l'intégralité du système statistique national et reflétant les priorités nationales. Les lignes directrices régionales qui permettent d'y parvenir n'ont pas encore été finalisées, aussi est-il difficile d'évaluer dans quelle mesure les stratégies ou plans nationaux tiennent bien compte du Programme. Le secrétariat a réalisé auprès des membres du Groupe directeur de mai à juillet 2014 une brève enquête à laquelle 12 pays ont répondu. Onze des répondants ont déclaré que l'Ensemble de base était pleinement incorporé à leur plan statistique national.

39. Dans une étude théorique portant sur les Stratégies nationales pour le développement des statistiques et des plans nationaux analogues que le secrétariat a réalisée en août 2014, un ensemble de critères a été appliqué pour évaluer le niveau d'incorporation de l'Ensemble de base (l'élément de l'Ensemble de base étant mentionné avec ou sans les stratégies et activités ou aucunement mentionné dans le plan national). Cette étude a mis en évidence qu'afin de mieux comprendre le choix des éléments intégrés aux plans nationaux, une évaluation détaillée devait être entreprise. Un accent particulier devrait être mis sur la pertinence de chaque élément de l'Ensemble de base pour les priorités nationales.

40. De même, une manière efficace et durable d'assurer la coordination dans le cadre du Plan régional au niveau sous-régional ne peut s'imposer que si l'Ensemble de base et les résultats du programme se reflètent dans les stratégies statistiques sous-régionales, telles que celle établie par l'ASEAN et la Stratégie décennale pour la statistique dans la région du Pacifique.

41. Le Président du Groupe directeur a adressé une lettre en septembre 2014 aux 19 partenaires de développement afin d'entrer en contact avec eux pour recueillir des informations sur les possibilités offertes et les problèmes rencontrés par la coordination de la coopération technique dans le domaine des statistiques économiques dans la région. Compte tenu des neuf réponses reçues, les principaux problèmes rencontrés en matière de coordination des activités de coopération technique dans le cadre du Programme régional sont les suivants: le partage insuffisant d'informations (y compris le manque de connaissances sur le Plan régional dont disposent les partenaires); la pénurie de personnel; l'insuffisance de la coordination au niveau national; l'absence de Stratégies nationales pour le développement des statistiques ou de plans analogues; et l'absence de participation des bureaux nationaux de statistique aux activités de développement des statistiques. Ces réponses montrent le rôle important joué par les États membres dans la coordination entre partenaires de développement au niveau national, alors que les organisations nationales devraient agir conformément aux priorités nationales qui sont indiquées dans les Stratégies nationales pour le développement des statistiques ou des plans analogues. De plus, les mécanismes de coordination existants, tels que le Comité de coordination des activités de statistique et le

Partenariat pour le développement statistique en Asie et dans le Pacifique, pourraient réfléchir sur la manière de partager l'information entre les partenaires de développement plus efficacement. Dans le cas du Programme régional, le renforcement de la représentation des organisations internationales au sein du Groupe directeur est essentiel pour mieux coordonner les efforts visant à améliorer les statistiques économiques dans la région.

42. Le plan de travail actuel pour l'application du Programme régional est consultable sur le site Web du secrétariat¹⁵. L'activité essentielle qui reste à mettre en œuvre est l'incorporation du Programme régional et de son Ensemble de base au processus de planification nationale au moyen d'une approche systématique. Il s'agit d'une condition nécessaire dans la mesure où elle rend le Programme régional tangible, crée un sentiment d'appropriation parmi les pays participants et renforce la coordination entre les partenaires de développement.

43. Le programme de développement pour l'après-2015 et la révolution des données nécessaire pour le compléter mettent en évidence l'importance du développement des statistiques. Les synergies entre le Programme régional et le nouveau programme de développement doivent être pleinement mises à profit pour renforcer les capacités nationales afin d'améliorer les statistiques économiques. En ce qui concerne le champ d'application de l'Ensemble de base, toutefois, une analyse de l'impact des objectifs, cibles et indicateurs de développement durable sera nécessaire afin d'évaluer si des modifications doivent être apportées à l'ensemble de base des statistiques économiques, en termes de nouvelles statistiques ou de ventilation supplémentaire.

V. Questions à examiner

44. Étant donné le rapport d'étape ci-dessus relatif à l'application du Programme régional sur les statistiques économiques ainsi que les prochaines mesures recommandées, le Comité est invité à:

a) Fournir des conseils et des orientations sur les modalités d'obtention d'un appui et d'une participation politiques accrus à l'égard du développement des statistiques économiques;

b) Confirmer son engagement à l'égard de mesures concrètes destinées à mettre en œuvre le Programme régional au niveau national, y compris la pleine intégration de l'Ensemble de base des statistiques économiques dans les plans nationaux, tels que les Stratégies nationales pour le développement des statistiques;

c) Fournir des conseils et des orientations sur la manière d'appuyer activement une meilleure efficacité de la coordination régionale, en particulier en resserrant les liens étroits entre les stratégies et plans statistiques sous-régionaux;

d) Formuler des recommandations sur la manière de faire en sorte que le Programme régional appuie la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

¹⁵ Le plan de travail de l'application du Programme régional pour l'amélioration des statistiques économiques en Asie et dans le Pacifique est consultable à l'adresse: www.unescap.org/resources/background-document-agenda-item-3-work-plan-implementation-regional-programme-improvement.